

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-04 du 26 janvier 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre appelle à un renforcement de la législation américaine sur le travail forcé
2. Le Département du Commerce renforce le contrôle des exportations vers la Russie
3. L'administration défend son moratoire sur les droits de douane visant les panneaux solaires

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie annonce 131 M\$ pour stimuler la chaîne d'approvisionnement des batteries aux États-Unis et l'innovation dans les véhicules électriques

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports accorde 2,5 Md\$ d'obligations fédérales au projet de ligne à grande vitesse Brightline West

Industrie

6. OpenAI cherche à se lancer dans l'industrie des semi-conducteurs

Distribution et divertissement

7. Macy's supprime 2 350 emplois et ferme 5 magasins

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 207 M\$ de financement pour de nouveaux projets d'énergie propre et de production d'engrais domestiques
9. La FDA dresse la liste des documents d'orientation prioritaires de son programme alimentaire

Numérique et innovation

10. La National Science Foundation lance le programme pilote du NAIRR pour soutenir la recherche en IA
11. Une proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de l'IA dans les agences fédérales a été présentée à la Chambre des représentants
12. Des sénateurs appellent à la création d'une agence de régulation des géants du numérique

Santé

13. CVS prévoit de fermer des dizaines de pharmacies à l'intérieur des magasins Target

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre appelle à un renforcement de la législation américaine sur le travail forcé

Dans une lettre [adressée](#) le 19 janvier au Secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Alejandro Mayorkas, les dirigeants de la Commission spéciale sur le parti communiste chinois à la Chambre, Mike Gallagher (R-Wisconsin) et Raja Krishnamoorthi (D-Illinois), ont appelé à une application plus « agressive » du Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA). Entrée en vigueur en juin 2022 après avoir été adoptée de façon bipartisane en décembre 2021, cette loi interdit l'importation aux États-Unis de biens originaires du Xinjiang en Chine, car présumés avoir été produits en ayant eu recours au travail forcé.

Si les deux représentants saluent les mesures adoptées pour « endiguer le flux de ces marchandises » sur le marché américain, ils considèrent que plusieurs d'entre elles « continuent à entrer au sein des foyers américains ». Cela s'expliquerait selon eux par (i) des pratiques de transbordement *via* des pays disposant d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, (ii) l'exploitation du seuil de *minimis* permettant aux marchandises d'un montant inférieur à 800 \$ importées aux États-Unis de ne pas être soumises à une déclaration douanière formelle et (iii) des lacunes dans la liste des sociétés interdites d'exporter sur le marché américain. La législation UFLPA prévoit en effet le recensement par le Département américain de la Sécurité intérieure d'une liste d'entreprises, l'UFLPA Entity List, dont l'accès au marché américain est interdit compte tenu de preuves concernant le recours au travail forcé. Les deux représentants s'interrogent ainsi sur le fait que cette liste ne mentionne « que » 41 entreprises et leurs filiales, toutes domiciliées en Chine, « malgré un montant de près de 2 Md\$ [de marchandises] provenant de pays tiers confisqués en raison de violations de l'UFLPA » par les douanes américaines.

Dans le cadre d'une audition devant la Commission en charge de la sécurité intérieure à la Chambre au début du mois de janvier, Christa Brzozowski, *Assistant Secretary* chargée de la politique commerciale et de la sécurité économique au Département américain de la Sécurité intérieure, avait manifesté à cet égard son soutien pour rendre l'UFLPA Entity List plus robuste. La volonté de renforcer l'application de la législation sur le travail forcé a également été partagée par plusieurs organisations représentant l'industrie américaine. Le président de l'Alliance for American Manufacturing, Scott Paul, a notamment [déclaré](#) « soutenir les efforts de la Commission spéciale visant à responsabiliser les douanes américaines et renforcer l'application de la législation », estimant que cette dernière n'avait « pas été adéquate ».

2. Le Département du Commerce renforce le contrôle des exportations vers la Russie

Le Bureau of Industry and Security du Département américain du Commerce a [annoncé](#) le 23 janvier avoir adopté des mesures de consolidation du dispositif de contrôle-export américain visant la Russie et de la Biélorussie, dans le contexte de l'invasion russe en Ukraine. Ces mesures prévoient l'élargissement du périmètre de contrôle pour les biens intégrant des composants américains ou de technologie d'origine américaine à certains produits chimiques, lubrifiants, métaux, ainsi qu'à l'ensemble des composants nécessaires à la conception des avions, des engins spatiaux et leurs dérivés. Certaines antennes, réflecteurs d'antennes et leurs composants feront également désormais l'objet d'un contrôle à l'export, afin de s'assurer que ces articles ne soient pas réexportés vers la Russie et l'Iran depuis des pays tiers. Les mesures annoncées retirent enfin aux articles militaires et spatiaux considérés comme de niveau « inférieur » le bénéfice des seuils *de minimis* si ceux-ci sont incorporés au sein d'articles fabriqués à l'étranger et destinés à l'exportation ou la réexportation vers la Russie et la Biélorussie.

3. L'administration défend son moratoire sur les droits de douane visant les panneaux solaires

Le Département de la Justice américain a [introduit](#) le 22 janvier une requête en irrecevabilité auprès de la Cour commerciale internationale des États-Unis (International Trade Court, ITC), appelant cette dernière à rejeter une demande d'annulation de la décision de l'administration Biden de suspendre pour deux ans l'imposition de droits additionnels sur les importations de panneaux solaires en provenance d'Asie du Sud-Est. Cette demande d'annulation avait été [déposée](#) fin décembre par deux entreprises américaines, le fabricant de panneaux solaires Auxin Solar et le producteur de semiconducteurs Concept Clean Energy, contestant la légalité de ce moratoire décrété par l'administration en juin 2022. En mai 2023, la Maison-Blanche avait déjà été amenée à justifier ce moratoire, alors qu'elle [opposait](#) son veto à une résolution adoptée par le Congrès visant, elle aussi, à y mettre fin [voir [Brèves sectorielles du 19 mai 2023](#)]. Le Président Biden avait alors estimé que le niveau de production nécessaire de panneaux solaires américains « ne se fera[it] pas du jour au lendemain », justifiant ainsi la suspension de mesures qui auraient découragé l'importation de ces biens avant que l'industrie américaine n'atteigne un niveau de production suffisant. Toutefois, J. Biden avait également indiqué qu'au vu des progrès de l'industrie américaine, il ne comptait pas étendre le moratoire au-delà des deux années initialement prévues.

Ce moratoire sur les droits antidumping et compensatoires imposés sur les panneaux solaires originaires de Chine avait été instauré alors que le Département du Commerce menait une enquête sur leur potentiel contournement, au moyen d'entreprises situées au Cambodge, en Malaisie, en Thaïlande et au Vietnam, initiée suite à

une plainte d'Auxin Solar. En août 2023, le Département américain du Commerce a publié le résultat final de son enquête sur ces pratiques de contournement, confirmant l'existence de telles pratiques de contournement et la possibilité de mise en place de droits de douane additionnels à la fin du moratoire, en juin 2024 [voir [Brèves sectorielles du 25 août 2023](#)].

Brèves

- Les 18 et 19 janvier, la Chine et les États-Unis ont [tenu](#) à Pékin la troisième réunion du groupe de travail consacré aux sujets financiers, mis en place à l'occasion du déplacement à Pékin de la Secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen en juillet 2023. Les discussions ont notamment porté sur les enjeux de stabilité financière, la finance durable, les solutions de paiement transfrontalier et la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- Le 19 janvier, la Représentante au Commerce américaine (USTR) Katherine Tai a [annoncé](#) que les États-Unis avaient formellement demandé au Mexique de vérifier que les libertés d'association et de négociation collective des travailleurs d'un centre d'appel situé dans la ville de Pachuca étaient respectés. Il s'agit du 19^e cas d'activation par les États-Unis du Mécanisme de réponse rapide (MRR) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USCMA), destiné à assurer la bonne mise en œuvre des dispositions de l'USMCA sur les droits des travailleurs dans des usines ou entreprises mexicaines spécifiques. Il s'agit également du premier cas d'activation de ce mécanisme dans le secteur des télécommunications.
- Le 22 janvier, l'USTR K. Tai a [annoncé](#) la résolution d'un cas d'activation du MRR de l'USMCA concernant une usine de pièces détachées automobiles mexicaine. Le communiqué publié par l'USTR liste un certain nombre d'actions qui ont été mises en œuvre par cette usine afin d'assurer le respect des droits de ses employés, y compris la réintégration ou l'indemnisation complète de travailleurs qui avaient été injustement licenciés.
- Le 22 janvier, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) la compagnie aérienne irakienne Fly Baghdad et son directeur général, accusés d'avoir soutenu des activités menées par les gardiens de la révolution islamique iraniens. Le Trésor a en outre sanctionné trois dirigeants de la milice irakienne Kata'ib Hizballah (KH) ainsi qu'une de leur société, également accusés d'avoir soutenu des activités liées aux gardiens de la révolution islamique.
- Le 23 janvier, le Département américain du Trésor, en coordination avec l'Australie et le Royaume-Uni, a [sanctionné](#) un citoyen russe accusé d'avoir participé à une cyberattaque dirigée contre l'assureur australien Medibank Private Limited.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Énergie annonce 131 M\$ pour stimuler la chaîne d'approvisionnement des batteries aux États-Unis et l'innovation dans les véhicules électriques

Le 18 janvier, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) l'octroi de plus de 131 M\$ à des projets visant à faire progresser la R&D dans le domaine des batteries et des systèmes de recharge des véhicules électriques, ainsi que le financement d'un consortium sur les batteries avancées pour répondre aux priorités de la prochaine phase de commercialisation à grande échelle des véhicules électriques.

Une enveloppe de 71 M\$ sera répartie entre 27 projets pour développer des options de mobilité propres, innovantes et équitables. Selon le DoE, ces projets devront également atténuer les préoccupations liées aux chaînes d'approvisionnement des batteries de véhicules électriques et augmenter l'autonomie des véhicules électriques.

Le United States Advanced Battery Consortium LLC (USABC) de Southfield (Michigan) recevra pour sa part 60 M\$ pour la R&D préconcurrentielle sur les batteries avancées. Il travaillera à la mise au point de technologies de pointe qui permettront de décarboner les transports et de soutenir la R&D afin de répondre aux besoins des fabricants de véhicules électriques et des fournisseurs de batteries, en s'engageant auprès des principales parties prenantes, notamment les universités, les laboratoires nationaux et les fabricants qui fournissent des matériaux et des composants essentiels à l'industrie des batteries.

Brèves

- Le 17 janvier, le Département de l'Intérieur, chargé de la gestion des terres détenues par l'État fédéral, a [annoncé](#) une proposition de mise à jour du Plan solaire de l'Ouest (Western Solar Plan) de 2012 du Bureau de la gestion des terres (BLM). Ce plan avait identifié des zones au sein de l'Arizona, de la Californie, du Colorado, du Nevada, du Nouveau-Mexique et de l'Utah, dotées d'un potentiel solaire élevé et de conflits d'usages des sols faibles. Après des mois de discussion avec les parties prenantes, la proposition de mise à jour affine l'analyse dans les six États d'origine et l'élargit pour inclure l'Idaho, le Montana, l'Oregon, Washington et le Wyoming. Le projet, qui présente six alternatives, est soumis à consultation publique jusqu'au 18 avril en vue de produire à terme une Déclaration d'incidence environnementale programmatique finale. Le communiqué indique que la solution privilégiée par le BLM permettrait d'ouvrir environ 22 millions d'acres de terres (près de 90 000 km²) à l'utilisation de l'énergie solaire, et précise que les besoins ont été estimés, en lien avec le Département de

l'Énergie, à 700 000 acres (2 830 km²) de terres fédérales. Le BLM a également annoncé à cette occasion les prochaines étapes de plusieurs projets d'énergie renouvelable en Arizona, en Californie et au Nevada, représentant plus de 1 700 MW de production solaire potentielle et 1 300 MW de capacité potentielle de stockage par batterie.

- Le 17 janvier, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) l'octroi de 104 M\$ à des projets de conservation de l'énergie et de production d'énergie propre dans 31 installations fédérales. Le financement annoncé, dans le cadre du programme AFFECT (Helping Federal Facilities with Energy Conservation Technologies) du DoE, représente le premier des trois décaissements des 250 M\$ de financement de ce programme dans le cadre de la loi bipartisanne sur les infrastructures. Cette mesure permettrait d'économiser 29 M\$ au cours de la première année et de réduire l'empreinte carbone fédérale.
- Le 18 janvier, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [communiqué](#) ses prévisions pour 2024 sur les prix de gros moyens de l'électricité pour 2024. Dans la plupart des régions du pays, ils devraient rester proches ou légèrement inférieurs à ceux de 2023 en raison des coûts relativement stables du combustible de production. Le prix moyen envisagé pour 2024 se situe entre 30 \$/MWh et 40 \$/MWh, à l'exception de la zone État de New York et Nouvelle Angleterre, où les prix moyens devraient atteindre respectivement 48 \$/MWh et 60 \$/MWh.
- Le 22 janvier, l'US EIA a [publié](#) une analyse mettant en avant l'évolution des importations de charbon russe dans le monde à la suite des sanctions de nombreux pays contre la Russie, liées à la guerre en Ukraine. Si de nombreux pays européens, en particulier l'Allemagne, ou asiatiques, notamment le Japon, ont réduit leurs importations, quatre pays, en majorité asiatiques, ont vu leurs importations depuis la Russie s'accroître. La Chine, la Corée du Sud, la Turquie et l'Inde sont actuellement les principaux importateurs de charbon en provenance de Russie. Ces pays ont reçu plus de 80 % des exportations de charbon de la Russie d'août 2022 à juillet 2023, contre 47 % d'août 2021 à juillet 2022. Les importations de charbon par les pays européens en provenance de Russie ont, elles, diminué de plus de moitié entre ces deux périodes. Les importations en Eurasie, qui comprend l'Ukraine, se sont presque entièrement arrêtées.

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports accorde 2,5 Md\$ d'obligations fédérales au projet de ligne à grande vitesse Brightline West

Le 23 janvier, le Département des Transports (DoT) a [approuvé](#) un financement à hauteur de 2,5 Md\$ sous forme d'obligations fédérales (*private activity bonds*) au bénéfice du projet de ligne à grande vitesse Brightline West, visant à relier Las Vegas (Nevada) à la banlieue sud de Los Angeles (Californie). Ces obligations, administrées par le Build America Bureau au sein du DoT, permettent aux entités publiques ou privées éligibles de faire financer leurs projets d'infrastructures à des conditions avantageuses, ces prêts fédéraux étant notamment exonérés d'impôts. La loi bipartisane pour les infrastructures de 2021 (BIL) a permis de relever le plafond d'autorisation d'obligations fédérales du DoT à 30 Md\$, contre 15 Md\$ auparavant.

L'obligation de 2,5 Md\$ accordée à Brightline West vient s'ajouter à une obligation antérieure de 1 Md\$ attribuée en 2020, portant le montant total du financement par obligations fédérales à 3,5 Md\$. Le projet s'est par ailleurs vu allouer deux subventions du DoT dans le cadre des enveloppes de la BIL : (i) 25 M\$ annoncés en juin au titre du programme RAISE, octroyés au comté de San Bernardino (Californie) pour la construction de certaines stations dans sa juridiction, et (ii) 3 Md\$ annoncés en décembre au titre du programme Fed-State National, octroyés à l'État du Nevada pour le projet dans sa globalité.

Le communiqué indique que la liaison Brightline West, dont le coût est estimé à 12 Md\$, s'étendra sur 350 km (218 miles) et fera rouler des trains totalement électriques capables d'atteindre des vitesses de 300 km/h (186 mph) ou plus, ce qui permettra de diviser par deux le temps de trajet comparativement à un déplacement en voiture. Les multiples bénéfices attendus de ce projet sont soulignés, au plan environnemental avec l'évitement de 400 000 tonnes d'émissions de carbone chaque année, ainsi qu'au plan socio-économique à travers la création prévue de 35 000 emplois et l'élan apporté au tourisme.

Industrie

6. OpenAI cherche à se lancer dans l'industrie des semiconducteurs

Selon les informations du Financial Times, le CEO d'OpenAI Sam Altman [serait](#) en discussion avec des investisseurs de pays du Golfe afin de lancer une nouvelle entreprise qui permettrait de sécuriser l'approvisionnement en semiconducteurs d'OpenAI, en réduisant sa dépendance à Nvidia. Cette entreprise serait chargée de la conception de puces dédiées au calcul pour l'intelligence artificielle, tandis que des discussions seraient en cours avec le fondeur

taïwanais TSMC pour mettre en place un partenariat concernant la fabrication de ces semiconducteurs. Le Washington Post [rapporte](#) que Sam Altman aurait discuté récemment de ce projet avec plusieurs membres du Congrès, notamment à propos de la localisation d'éventuelles nouvelles usines. Le partenariat avec TSMC pourrait prendre la forme de celui que l'entreprise taïwanaise entretient avec Apple, dédiant une partie importante des capacités de production d'une usine à un client spécifique en échange de financements.

Distribution et divertissement

7. Macy's supprime 2 350 emplois et ferme 5 magasins

Selon un mémo envoyé aux employés que s'est [procuré](#) le Wall Street Journal, Macy's va supprimer 2 350 emplois aux États-Unis, principalement des postes administratifs, soit 13 % de l'ensemble de son personnel administratif. La chaîne de grands magasins Macy's, qui détient également Bloomingdale's, prévoit par ailleurs d'accroître à l'avenir l'automatisation de ses chaînes logistiques et d'externaliser certaines fonctions administratives. L'objectif est de pouvoir réinvestir par la suite dans la réhabilitation des magasins, d'améliorer l'expérience d'achat en ligne et d'accélérer la prise de décision à travers la suppression d'un nombre important de postes de cadres intermédiaires. Macy's traverse actuellement plusieurs turbulences dans l'attente de la publication de ses résultats financiers pour le 4^e trimestre 2023, alors que son CEO Jeff Gennette sera remplacé par l'actuel président Tony Spring le mois prochain et que l'entreprise a fait face à une tentative infructueuse de rachat de la part de fonds activistes, tout en se déclarant ouverte à de nouvelles offres.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce 207 M\$ de financement pour de nouveaux projets d'énergie propre et de production d'engrais domestiques

À l'occasion de son discours devant le 105^e Congrès de l'American Farm Bureau Federation à Salt Lake City (UT), le Secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) deux nouvelles tranches de financements fédéraux pour des projets de production d'énergie renouvelable en milieu rural et pour des capacités supplémentaires de production d'engrais domestiques. Ces investissements sont financés principalement à partir des crédits ouverts par l'IRA. Ils visent à réduire les coûts de production, à générer de nouveaux

revenus, à créer des emplois et à renforcer la concurrence pour les agriculteurs.

L'USDA accorde ainsi 157 M\$ à 42 États pour 675 projets dans le cadre du Rural Energy for America Program ([REAP](#)). Ces nouveaux financements viennent en complément des crédits déjà versés à hauteur de 1,6 Md\$ pour 5 457 projets. Le programme REAP accorde des subventions et des prêts pour aider les producteurs agricoles et les propriétaires de petites entreprises rurales à produire ou à développer leur utilisation de l'énergie éolienne, solaire et d'autres formes d'énergie propre et à améliorer leur efficacité énergétique. Ces innovations leur permettent d'augmenter leurs revenus, de développer leurs activités, de lutter contre le changement climatique et de réduire les coûts de l'énergie pour les familles.

Parallèlement, l'USDA accorde 50 M\$ pour sept projets dans sept États pour accroître la production nationale indépendante d'engrais. Ces investissements sont financés dans le cadre du Fertilizer Production Expansion Program ([FPEP](#)) et s'ajoutent aux 166 M\$ déjà investis dans 40 projets. Le président Biden s'est engagé à verser jusqu'à 900 M\$ au FPEP par l'intermédiaire de la [Commodity Credit Corporation](#). Le FPEP accorde des subventions aux propriétaires d'entreprises indépendantes pour les aider à moderniser leurs équipements, à adopter de nouvelles technologies ou à construire des usines de production. Ce financement public permet de stimuler la production nationale d'engrais, de renforcer la concurrence dans ce secteur et de réduire les coûts pour les agriculteurs américains.

9. La FDA dresse la liste des documents d'orientation prioritaires de son programme alimentaire

Le 25 janvier, la Food and Drug Administration (FDA) a [annoncé](#) la liste des documents d'orientation destinés à l'industrie qu'elle prévoit de publier d'ici la fin d'année 2024.

Les textes jugés prioritaires portent ainsi sur :

- L'obligation, pour les opérateurs du secteur des laits infantiles, de notifier toute suspension, temporaire ou permanente, de fabrication de ces produits ;
- La définition de seuils d'action, s'agissant de la présence de plomb dans des préparations pour nourrissons ;
- Les règles de traçabilité alimentaire, avec la mise à disposition d'une FAQ, en plus de lignes directrices pour l'industrie ;
- Les contrôles préventifs pour les risques chimiques à mettre en œuvre dans chaque établissement agroalimentaire au titre du plan de maîtrise du risque sanitaire ;
- La réduction du taux de sodium dans les aliments transformés, emballés et mis sur le marché, à travers des objectifs dits « volontaires ».

La FDA rappelle que les documents d'orientation n'imposent aucune exigence juridiquement contraignante.

Numérique et innovation

10. La National Science Foundation lance le programme pilote du NAIRR pour soutenir la recherche en IA

La National Science Foundation (NSF) a [annoncé](#) le lancement du programme pilote de la National AI Research Resource (NAIRR) pour une durée de deux ans, avec l'objectif de soutenir entre 25 et 50 projets de recherche en IA. Cette initiative a été mise en place sur la base du décret présidentiel du 30 octobre 2023.

Le programme prévoit de fournir aux chercheurs un éventail de ressources en développant 4 verticales : (i) « [NAIRR Open](#) » vise à mettre à disposition des chercheurs les ressources informatiques, les données et les capacités de calculs nécessaires pour faire progresser la recherche sur l'IA ; (ii) « [NAIRR Secure](#) » se concentre sur les initiatives de recherche pour promouvoir la protection de la vie privée et la sécurité en lien avec les systèmes d'IA, co-dirigé par le Département de l'Énergie (DoE) et les National Institutes of Health (NIH) ; (iii) « [NAIRR Software](#) » se concentrera sur l'interopérabilité des ressources logicielles du pilote ; (iv) « [NAIRR Classroom](#) » se consacrera à l'éducation, la formation, le soutien aux utilisateurs et la sensibilisation. Si certaines ressources, comme des bases de données ouvertes et des modèles, seront disponibles en accès libre sur le [site web du programme pilote de la NAIRR](#), l'accès aux capacités de calcul font l'objet d'un [appel à projets](#) réservé aux institutions ou aux chercheurs basés aux États-Unis.

Le programme pilote du NAIRR, fruit d'un partenariat entre secteurs public et privé, s'appuie sur les contributions de 25 entreprises technologiques comme Amazon Web Services, Microsoft, IBM, Meta, Nvidia, Anthropic, OpenAI, Hugging Face, et de onze agences gouvernementales (ex : mise à disposition du superordinateur Summit du Département de l'Énergie, accès à des données fournies par la NASA et la National Oceanic and Atmospheric Administration). Dans le cadre de cette collaboration, Microsoft déclare son intention d'y [contribuer](#) en offrant 20 M\$ en crédits de calcul pour sa plateforme Azure, en plus de fournir l'accès à ses modèles d'IA. NVIDIA, pour sa part, [offrira](#) un soutien évalué à 30 M\$, dont 24 M\$ au titre de l'accès à sa plateforme IA, intitulé « [DGX](#) ». OpenAI [allouera](#) pour sa part jusqu'à 1 M\$ en crédits pour l'accès aux modèles de recherche en IA axés sur la sécurité, les évaluations et les impacts sociétaux, et propose jusqu'à 250 000 \$ pour l'accès aux modèles ou aux comptes ChatGPT afin de soutenir la recherche et l'enseignement dans les collèges et universités historiquement noirs et les institutions au service des minorités. Anthropic, quant à lui, met à disposition son modèle Claude *via* un accès API pour dix chercheurs travaillant sur le changement climatique.

Le programme global du NAIRR fait actuellement l'objet d'une demande de financement de 2,6 Md\$ sur six ans au Congrès de la part du Groupe de travail NAIRR. La représentante Zoe Lofgren (D-Californie) a encouragé l'adoption de la proposition de loi « [CREATE AI de 2023](#) » pour étendre et officialiser le programme NAIRR, soulignant son importance stratégique pour la recherche en IA aux États-Unis.

11. Une proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de l'IA dans les agences fédérales a été présentée à la Chambre des représentants

Les représentants Ted Lieu (D-Californie), Zach Nunn (R-Iowa), Don Beyer (D-Virginie) et Marcus Molinaro (R-New York) ont [présenté](#) une proposition de loi, intitulée Federal Artificial Intelligence Risk Management Act, visant à rendre obligatoire l'application par les agences fédérales américaines du cadre de gestion des risques liés à l'IA (AI Risk Management Framework) développé par le National Institute of Standards and Technology (NIST). Cette proposition de loi instaurerait également de nouvelles exigences de rapport pour assurer la conformité des agences et charge certaines d'entre elles, notamment l'Office of Management and Budget (OMB), de fournir un soutien et des orientations sur la mise en œuvre de ce cadre du NIST. Les sénateurs Jerry Moran (R-Kansas) et Mark Warner (D-Virginie) avaient introduit une législation similaire au Sénat l'année dernière. **Des sénateurs appellent à la création d'une agence de régulation des géants du numérique**

Un groupe bipartisan de sénateurs a [exhorté](#) mardi le leader de la majorité au Sénat, Chuck Schumer (D-New York), à œuvrer à la création d'une agence indépendante ayant pour mandat d'encadrer l'action des grandes entreprises technologiques. Dans leur lettre, les sénateurs Michael Bennet (D-Colorado), Lindsey Graham (R-Caroline du Sud), Elizabeth Warren (D-Massachusetts) et Peter Welch (D-Vermont) soulignent les difficultés du gouvernement fédéral à réguler efficacement ces entreprises, en particulier avec l'essor des médias sociaux. Ils mettent en avant l'impact négatif de ces plateformes sur la santé mentale des jeunes, la vie privée des utilisateurs et sur le bon fonctionnement des marchés. Les sénateurs insistent sur le besoin d'une régulation étendue face aux défis posés par le secteur numérique, notamment avec le développement rapide de l'intelligence artificielle.

Brèves

- Mark Zuckerberg, PDG de Meta, a [annoncé](#) que l'entreprise développait des modèles d'intelligence artificielle de nouvelle génération et espère les rendre accessibles à tous *via* des produits tels que des lunettes intelligentes.
- Au Maryland, des législateurs de l'État ont [déposé](#) deux propositions de loi pour renforcer la protection des données

personnelles. La première, le Maryland Online Data Privacy Act, vise à réguler la collecte de données personnelles par les entreprises, avec des restrictions sur l'usage commercial et des mesures de cybersécurité. La seconde, le Maryland Kids Code, se concentre sur la protection des données des enfants en ligne, limitant la collecte de données personnelles, notamment les informations de localisation.

- La valorisation des géants technologiques mondiaux a [dépassé](#) les 10 000 Md\$, stimulée par des progrès en intelligence artificielle générative. Les cours de bourse de Microsoft, Apple, Google, Amazon et Nvidia – chacune valorisée à plus de 1 000 Md\$ – ont bénéficié d'innovations et d'investissements dans ce domaine. Microsoft (2 880 Md\$) a désormais dépassé Apple (2 810 Md\$), grâce à ses investissements dans OpenAI et à l'intégration de l'IA dans ses produits. Google (1 770 Md\$) a développé sa série AI Gemini. Amazon (1 560 Md\$) a intégré l'IA dans ses services. Nvidia (1 380 Md\$), contribue fortement à l'essor de l'IA générative. Enfin, Meta, focalisé sur le métaverse, est valorisée à 937 Md\$.

Santé

13. CVS prévoit de fermer des dizaines de pharmacies à l'intérieur des magasins Target

Dans un entretien au média Axios, CVS a [annoncé](#) la fermeture de magasins du groupe entre février et avril, sans préciser à ce stade la liste des pharmacies concernées (des dizaines de pharmacies à l'intérieur des magasins Target selon [le Wall Street Journal](#)). Pour mémoire, CVS avait racheté les activités de vente de médicaments de Target en 2015 pour un montant de 1,9 Md\$.

Le secteur des pharmacies est confronté à des difficultés croissantes liées à la pénurie de main-d'œuvre et à la concurrence accrue des ventes en ligne, comme Amazon, et des grandes surfaces, comme Walmart. Walgreens – concurrent de CVS – a annoncé à l'été 2023 son intention de fermer 150 magasins aux États-Unis, alors que Rite Aid a entamé pour sa part une procédure de restructuration (dans le cadre prévu par les dispositions du chapitre 11 du US Bankruptcy Code) à l'automne dernier prévoyant la fermeture d'une centaine de points de vente.

Brèves

- Next Life Sciences a [levé](#) 2,5 M\$ pour développer un produit contraceptif masculin appelé Plan A, qui pourrait devenir une alternative non chirurgicale aux vasectomies. Cette somme constitue un financement de départ octroyé par The Family, un accélérateur fondé par Ryan Breslow, avec la participation de Transform VC.

- CG Oncology, une société de biotechnologie basée à Irvine en Californie spécialisée dans le cancer de la vessie, a [levé](#) 380 M\$ lors de son introduction en bourse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)